

GRÈVE DE L'INTERSYNDICALE

Suivi mitigé au premier jour

L'appel à la grève de l'Intersyndicale n'a pas eu une forte adhésion à son premier jour. Dans la capitale, le suivi a été mitigé en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la santé où le service a été assuré normalement dans la majorité des établissements. L'Intersyndicale, de son côté, avance un taux de suivi dépassant les 60% dans ces deux secteurs.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le mouvement de protestation des syndicats autonomes semble s'affaiblir. Ou bien les menaces de ponctions sur salaires ont fini par dissuader les travailleurs d'adhérer à ce mouvement.

Contrairement à son précédent débrayage, où la mobilisation était au rendez-vous, l'Intersyndicale n'a pas réussi, du moins hier au premier jour de grève, à mobiliser les foules notamment dans la capitale. Et c'est le cas en particulier dans les établissements scolaires ou les établissements de santé de proximité. Ainsi, ces établissements situés à la place du 1^{er}-Mai à Alger, par exemple, habituellement sont paralysés à chacun des appels à la grève.

Hier, le suivi de la grève dans les trois établissements scolaires des trois paliers confondus a été très faible. «Nous avons suivi les cours normalement», nous confiait une lycéenne de l'établissement El Idrissi, où s'est tenu un rassemblement de l'Intersyndicale.

Un autre élève nous expliquait que seuls les nouveaux enseignants ont assuré les cours, les autres, «les anciens professeurs», ont fait grève. C'est le cas également à l'EPSP de Bouchenafa où le service a été assuré normalement. Cependant, l'Intersyndicale ne prend pas la capitale comme un échantillon.

Selon elle, le mouvement a connu une forte mobilisation dans les autres

wilayas du pays. Ainsi, selon les chiffres donnés hier par la cellule de suivi de la grève, l'Intersyndicale avance un taux de suivi de 64% parmi les travailleurs des collectivités locales, 21% parmi les travailleurs de l'administration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, 12 % dans les rangs des commerçants et 46,5% parmi les travailleurs de l'administration des établissements de santé.

Le secteur de l'éducation a enregistré un taux de 62,73%, les prati-



L'Intersyndicale déterminée à poursuivre la protestation.

ciens ont participé à la grève avec un taux de 60,43%, le secteur de la formation professionnelle a été paralysé à 55% et 10% des tra-

vailleurs du secteur de l'électricité et du gaz ont aussi rejoint le mouvement. Il s'agit de leur première participation d'ailleurs.

L'Intersyndicale a souligné dans un communiqué que les vétérinaires ont été dispensés de cette grève en raison de l'apparition de la grippe aviaire. Cette dernière se félicite aussi de «la grande adhésion des travailleurs aux rassemblements tenus à travers toutes les wilayas qui ont été un véritable succès et un cri contre l'injustice».

L'Intersyndicale se dit déterminée à poursuivre la protestation jusqu'à l'aboutissement de sa plateforme de revendications. Celle-ci tourne autour du maintien de la retraite anticipée et sans condition d'âge, la participation des syndicats autonomes dans l'élaboration du nouveau code du travail et la préservation du pouvoir d'achat des travailleurs. La grève se poursuivra jusqu'à demain mercredi.

S. A.

AFFAIRE DES FUITES DU BAC

Le verdict reporté d'une semaine

Le verdict de l'affaire des quatre cadres de l'Office national des examens et concours (Onec) prévue pour hier, n'a pas été rendu par la présidente du tribunal. Il a été ajourné d'une semaine, à la grande surprise de la défense et des mis en cause.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - D'après des avocats, ce genre de décision «est une pratique courante dans le monde de la justice», laissant croire que la juge en charge du dossier a «voulu disposer de suffisamment de temps pour trancher dans «une affaire aussi sensible».

Pour rappel, lors du procès qui a eu lieu le 11 novembre dernier, le procureur de la République avait requis des peines que la défense avait jugées «très lourdes». En effet, le représentant du ministère Public avait demandé des peines allant de 4 à 7 ans de prison ferme contre les mis

en cause. Pour sa part, la défense, dans sa globalité avait plaidé l'acquittement considérant que «l'accusation n'a avancé aucune preuve prouvant la culpabilité de nos clients».

Au nombre de quatre, les mis en cause dans l'affaire de l'Onec (Les cadres de l'Onec, faut-il le rappeler, sont poursuivis pour abus de fonction, divulgation de secrets et délit de coalition). «Nous n'avons pas voulu intervenir dans le débat au mois de juin dernier pour laisser cette session extraordinaire se dérouler dans le calme justement», avait déclaré M^e Mostefa Bouchachi. Mais, a-t-il souligné, «nous ne pouvons pas continuer à admettre ces accusations qui ne se basent sur aucune preuve», avait-il plaidé le 11 novembre dernier.

Lors d'une conférence de presse tenue en septembre dernier, il dira que Nadjib Yaïche et ses trois autres collègues n'étaient que des «boucs émissaires» pour «calmer l'opinion

publique et lui redonner confiance».

Et d'ajouter «La ministre de l'Education nationale Nouria Benghabrit avait également déclaré que l'Onec n'avait aucune relation avec les fuites. Il existe plus de 300 centres à travers le pays. Ces fuites pouvaient provenir de plusieurs endroits», a argumenté Me Mostefa Bouchachi, qui estimait que les poursuites ont été faites «dans la précipitation». Et de déplorer : «Ces cadres sont des responsables au sein de cet organisme et leur inculpation donne un mauvais signal aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le fait de les présenter comme des traîtres risque d'ébranler la confiance dans les institutions du pays. En tout cas, c'est injuste pour des cadres qui ont fait preuve d'intégrité et de loyauté durant de longues années passées au service de l'éducation nationale.»

A. B.

TRANSPORTS

Pose du premier jalon du Plan logistique national

Le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaâ Talai, a inauguré hier le 1^{er} Salon international de transport de la logistique, Logistical, organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) en collaboration avec la Safex. Entre autres annonces, M. Talai a indiqué que la région de Tamansrasset deviendra une grande plateforme logistique afin de faciliter les échanges avec les pays de l'Afrique subsaharienne.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - L'occasion pour le ministre d'assister à la signature d'un accord portant sur le fret domestique entre la société Logitrans, spécialiste du fret et du transport par route, et Tassili Airlines (TAL), spécialisée dans le transport de voyageurs dans le domaine du fret des marchandises.

La conclusion de cet accord permettra de transporter des marchandises d'Alger vers 26 wilayas du pays et vice-versa, dira à ce propos Belkacem Harchaoui, P-dg de Tassili Airlines, précisant que la compagnie va utiliser ses capacités résiduelles pour transporter de la marchandise sous toutes ses formes. «Il y a des compartiments vides dans nos soutes que nous allons utiliser pour transporter les marchandises», explique M. Harchaoui qui a estimé les capacités résiduelles de la compagnie par Boeing entre 1 et 1,5 tonne.

En deuxième étape, la compagnie aérienne investira également le

fret international. Le P-dg de TAL insiste sur l'utilité du fret aérien malgré son coût jugé élevé par les opérateurs. «Avec notre partenaire (Logitrans) nous avons travaillé sur des tarifs étudiés, mais il ne faut pas oublier que le transport aérien permet une rapidité dans l'acheminement des marchandises a fortiori quand il s'agit de denrées périssables. L'autre avantage est que nous allons pouvoir alléger le transport par route qui, aujourd'hui, coûte beaucoup d'argent», observe M. Harchaoui.

Les deux partenaires TAL et Logitrans se sont fixé comme délai d'ici la fin de l'année pour commencer le premier fret. Il faut savoir que cet accord constitue un premier jalon du Plan logistique national sur lequel planchent le département de Boudjemaâ Talai et son staff. Au stade actuel, la logistique reste limitée à quelques zones extra-portuaires (ports secs) surtout autour de l'agglomération algéroise pour décongestionner les ports existants

et quelques plateformes aménagées pour répondre aux besoins internes de leurs promoteurs dans le secteur de la distribution, mais qui restent insuffisants.

L'objectif est de doter l'Algérie d'infrastructures logistiques répondant aux normes et aux standards internationaux et les intégrer progressivement dans le réseau des plateformes logistiques au niveau national et régional. «La logistique est un vecteur structurel de toute activité économique moderne, et doit être une des premières priorités dans notre pays. A l'heure actuelle, cette activité est au stade primaire, néanmoins, l'Algérie se trouve en bonne position afin de se doter d'une infrastructure de logistique en utilisant comme appoint, les immenses potentialités infrastructurelles disponibles sur son territoire», déclarait, récemment, M. Talai au *Soir d'Algérie*.

Cnan-Nord et SNTF adoptent la nouvelle stratégie

A ce titre, il convient de souligner que les entités publiques activant dans le domaine maritime et ferroviaire s'inscrivent d'ores et déjà dans cette stratégie comme nous l'avons relevé chez les dirigeants de Cnan-Nord et la SNTF. Ainsi, Cnan-Nord a bénéficié, dans le cadre d'un nouveau plan de développement, d'une

enveloppe financière de 43 milliards de dinars pour l'acquisition de nouvelles flottes composées d'au moins 18 navires, ainsi que la réalisation d'un port sec.

L'entreprise a réussi en 2014 à acquérir ses premiers navires, et au jour d'aujourd'hui, elle s'est dotée de six navires dont le dernier navire réceptionné remonte au mois d'août dernier en attendant qu'un septième arrive d'ici la fin de cette année, comme nous l'a expliqué Mustapha Ferfera, président du conseil d'administration de Cnan-Nord Spa.

Avec ces acquisitions, Cnan-Nord arrive à 38% de son plan de développement, et voit ses capacités rehaussées pour atteindre les 60 000 tonnes, soit l'équivalent de 6 000 conteneurs par rotation commerciale, ajoute-t-il. Toujours dans le cadre de son plan de développement, Cnan-Nord prévoit la réception de deux navires céréaliers sachant que l'Algérie importe près de 9 millions de tonnes de blé.

A travers cette acquisition, Cnan-Nord veut accompagner l'OAIC (Office des céréales) dans ses opérations d'importation des céréales. Egalement, Cnan-Nord compte accompagner d'autres opérateurs économiques privés et publics dans le cadre des opérations d'exportations, à l'instar de la société publique Ferphos (production de phosphate) qui s'engage dans un plan de déve-

loppement important avec l'objectif d'exporter entre 2 et 3 millions de tonnes de phosphate à l'horizon 2019.

Pour sa part, le DG de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF), Yacine Bendjaballah, a indiqué que la société est en train de changer de stratégie pour le développement du fret de marchandises qui reste le seul générateur de chiffres d'affaires susceptible d'équilibrer la situation financière de l'entreprise, dira à ce sujet M. Bendjaballah.

Tout en reconnaissant volontiers que l'entreprise perd du terrain en matière de fret des marchandises du fait que la prestation proposée aux clients ne répond plus à leurs besoins, le DG de la SNTF affirme qu'afin de rattraper ce retard, l'entreprise s'organise dans cette perspective tant en amont qu'en aval. Cela à travers plusieurs méthodes comme celle de spécialiser ses filiales à l'image de Rail Logistic qui est en train d'investir dans les moyens de manutention et la gestion des espaces et les ports secs. Un changement de stratégie qui s'opère aussi grâce à une autre filiale dénommée Stim qui est en train d'investir pour l'acquisition de camions et, enfin, la SNTF a créé des joint-ventures (JV) avec les ports pour la mise en place de leurs propres sites de stockage.

Y. D.